





l'agriculture et au drainage. — Enseignement professionnel, 2,849,400 fr. En deux mots, voici tout l'ordre du débat auquel donne lieu ce chapitre : Le Gouvernement avait proposé originairement un chiffre de 3,236,000 fr.; la commission avait réduit ce chiffre de 386,600 francs et l'a porté à 2,849,400 francs.

M. Anisson-Duperron, reprenant un amendement de M. Raudot, demande sur le chiffre de la commission une réduction de 92,400 francs.

M. Calemard de La Fayette reprend au contraire le chiffre du Gouvernement, et demande sur le chiffre de la commission une augmentation de 386,600 fr.

Enfin M. le ministre de l'agriculture accepte le chiffre de la commission, mais avec le rétablissement d'un crédit de 70,800 fr., dont il ne consent pas la réduction proposée par la commission.

La Chambre adopte les dernières conclusions de M. le ministre de l'agriculture.

Vous devez bien penser qu'aucune question de principe n'était sérieusement engagée dans cette discussion. Les économies demandées par M. Anisson-Duperron consistaient en réductions, non en suppressions de crédit. J'ai cependant à vous signaler quelques paroles assez graves prononcées par M. Léonce de Lavergne, membre de la commission du budget. Il en ressort manifestement que la commission n'accorde au ministère de l'agriculture qu'une simple trêve, et qu'elle se promet bien, lors de la discussion du budget de 1873, d'en soumettre les divers services à une sévère révision.

« Nous avons reconnu, a dit M. de Lavergne, qu'il s'était produit, dans ces derniers temps surtout, de grands abus qui avaient changé la destination et l'utilité de beaucoup des crédits qui sont alloués au ministère de l'agriculture. Alors nous avons pris le parti que voici : nous avons maintenu dans le ministère de l'agriculture les services tels qu'ils existent; mais nous avons, sur la plupart d'entre eux, présenté des économies qui, dans notre esprit, sont un avertissement donné au ministre pour qu'il emploie à l'avenir d'une manière plus véritablement utile les crédits qui lui sont alloués. »

Je ne m'arrête pas davantage à la discussion à laquelle a donné lieu l'allocation destinée aux « courses plates au galop et au trot, primes de dressage, steeple-chases et épreuves d'équitation ». M. Desbous, un de nos grands éleveurs du Midi, a obtenu sur ce chapitre une augmentation de 100,000 fr.

Vous apprendrez sans étonnement que, jusqu'au point où nous sommes arrivés, aucun orateur n'est parvenu à se faire entendre. Les préoccupations sont bien ailleurs qu'au budget de l'agriculture. A droite surtout l'agitation est extrême : on va, on vient, on se forme en groupes, on crie haut et on gesticule avec animation. C'est aujourd'hui que Mgr Dupanloup doit prendre la parole pour demander à l'Assemblée de fixer le jour de la discussion des pétitions catholiques.

Mgr Dupanloup arrive vers trois heures trois quarts et est immédiatement trébuché. Il monte au fauteuil du président et s'entretient un instant avec M. Grévy. (J'ai beaucoup remarqué que quand il a quitté M. Grévy, celui-ci, d'ordinaire, n'en use pas si cérémonieusement avec ses visiteurs, s'est levé et lui a fait un profond salut.) A quatre heures dix minutes il quitte la salle des séances et n'y rentre qu'à quatre heures et demie.

A ce moment, le président mettait aux voix l'article unique du projet de loi relatif au commerce. Mgr Dupanloup s'avance vers la tribune. « Veuillez attendre, lui dit M. Grévy, pour prendre la parole, que les votes aient été recueillis. Je pourrai vous la donner pendant le dépouillement du scrutin. » Mgr Dupanloup reste au pied de la tribune, et n'en bouge point de toute la durée du scrutin. Il semble en proie à une agitation fébrile, et trépigne d'impatience.

Le scrutin est fermé. Mgr Dupanloup pose le pied sur la première marche de la tribune. A ce moment, M. le président de la République entre par la porte de gauche, arrêté d'un geste Mgr Dupanloup, et demande la parole. Mgr Dupanloup descend. M. le président de la République lui dit tout bas quelques mots, et monte rapidement l'escalier de la tribune.

Je m'arrête ici. Vous reproduirez in extenso le discours de M. Thiers, dont chaque mot est mis en une place bien arrêtée d'avance, et dont le sens est si délicat, qu'on ne saurait entreprendre de le résumer sans risquer de le dénaturer.

Vous reproduirez aussi celui de Mgr Dupanloup. J'ai à peine besoin de vous faire remarquer avec quel singulier empressement le fougueux prêtre a consenti l'ajournement indéfini de la discussion dont il était venu demander la mise à l'ordre du jour de demain. Il y a là-dessous quelque chose que je ne m'appartient pas de sonder. Je me borne à souligner un mot que Mgr Dupanloup a énoncé avec une certaine emphase : « Je sais, dans la situation douloureuse où nous sommes,

quels ménagements sont dus aux embarras secrets et plus ou moins pénibles du Gouvernement. »

Le général Du Temple, un des enfants terribles de l'extrême droite, a tenté, mais en vain, de raviver le débat, sitôt éteint qu'allumé. La droite, qui avait écouté avec recueilliement — pour quelques banes, je devrais dire : avec consternation — M. Thiers et Mgr Dupanloup, lui a fermé la bouche en demandant et obtenant la clôture. L'extrême gauche, qui triomphait d'avance des imprudences que le général Du Temple n'aurait pas manqué de commettre, voulait prolonger l'incident : elle n'y a point réussi.

#### L'INCIDENT THIERS-DUPANLOUP

L'importance des paroles prononcées hier par M. Thiers, à propos des pétitions concernant le souverain-pontife; le désistement soudain de Mgr Dupanloup, qui avait demandé la mise à l'ordre du jour de ces pétitions. nous engageant à publier in extenso tout ce qui, dans le compte rendu officiel, se rapporte à ce grave incident :

MGR DUPANLOUP, évêque d'Orléans. — Je demande la parole, monsieur le président.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez attendre, pour la prendre, que les votes aient été recueillis. Je pourrai vous la donner pendant le dépouillement du scrutin.

MGR DUPANLOUP. — Parfaitement !

M. LE PRÉSIDENT. — Huissiers, faites passer les urnes !

(Lorsque les votes ont été recueillis et que les urnes sont rapportées à MM. les secrétaires, M. le président annonce que le scrutin est fermé et qu'il va être procédé à son dépouillement.)

Au moment où Mgr Dupanloup se dirige vers la tribune, M. le président de la République, après quelques mots échangés avec lui, s'y présente lui-même en demandant la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le président de la République. (Mouvement général d'attention.)

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — Messieurs, si je me permets en ce moment de prendre la parole devant vous, je vous prie de croire que je n'ai pas négligé de remplir la formalité légale qui m'oblige à en prévenir M. le président. (On rit.)

M. LE PRÉSIDENT. — M. le président de la République n'a jamais manqué une seule fois d'accomplir cette formalité. (Très bien !)

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — Je dois remercier Mgr l'évêque d'Orléans d'avoir bien voulu me céder la parole, à laquelle il avait un droit antérieur au mien; mais il était facile de deviner l'intention dans laquelle il demandait la parole, et j'ai pensé peut-être qu'en le prévenant à cette tribune, je répondrais à cette intention sans compromettre à aucun degré les intérêts qui lui sont chers et les intérêts de l'Etat, qui ne lui sont pas moins chers que ceux de l'Eglise. (Très bien !)

Messieurs, le gouvernement a pris devant vous l'engagement d'accepter cette discussion lorsqu'elle se présenterait. Cet engagement, il est prêt à le remplir; mais il pense qu'il vous sera peut-être utile de connaître sa pensée sur l'opportunité de cette discussion. (Marques d'assentiment.)

Eh bien ! nous pensons à cette discussion depuis quelques semaines, et nous ne devons pas vous dissimuler que, pour les intérêts du Gouvernement, nous redoutons cette discussion. (Mouvement.)

Il n'est certes rien à cacher dans ce sujet. Il vous a fait connaître sa politique l'année dernière; il y persiste. D'une part, la cause de l'indépendance du saint-siège, du chef auguste de l'Eglise catholique, lui est chère; il la défend, il la défendra toujours. Mais il y a une cause qui ne lui est pas moins chère, qui vous est également chère à vous, c'est celle de l'Etat.

Je vous le déclare en toute sincérité, messieurs, dans les circonstances actuelles les discussions auxquelles il s'agit de se livrer auraient pour la politique de la France des inconvénients réels. (C'est vrai ! et j'affirme que pour la cause de l'indépendance du saint-siège elles n'auraient aucun avantage. (C'est vrai ! — Très bien ! très bien !)

Fiez-vous-en à nos opinions connues, fiez-vous-en à mon passé, et peut-être aurez-vous plus à vous féliciter de la confiance que vous voudrez bien nous accorder; que vous n'auriez à vous réjouir de discussions intéressantes, sans doute, mais, dans les circonstances actuelles, tout à fait inopportunes. (Très bien ! très bien ! — Applaudissements.)

MGR DUPANLOUP. — Messieurs, je montais à cette tribune, lorsque M. le président de la République a désiré prendre la parole; j'y montais pour vous demander de vouloir bien mettre dans votre ordre du jour, demain même, la lecture et l'examen des rapports sur les pétitions relatives au saint-père. Et il y avait de graves et sérieuses raisons pour le faire.

dignité, au respect de l'innocence. M. de Pardaillan n'y songeait pas !

Il ne pensa qu'à lui, rien qu'à lui !

Nous savons combien les inclinations de M. de Pardaillan, ses goûts, ses tendances, son ignorance même devaient aider à rassurer son père sur les craintes qu'avait pu lui faire concevoir la présence de sa fille dans l'hôtel de la rue de la Ville-Evêque. Cet homme, qui ne possédait même pas l'instinct primitif des fautes — l'amour des petits; — chez lequel le sens moral était complètement obliaté, se réjouit des dispositions mondaines de son enfant, de cet air de désir de briller, de plaisir, d'être envié, naturel à toutes les femmes, mais qu'il faut savoir réfréner dans de sages limites, et désormais certain de ne jamais trouver en elle un mentor ennuyeux, continua, comme par le passé, son existence d'aventures galantes et de petits soupers.

Cependant, comme il redoutait le monde et ses jugements parfois sévères, il redoublait de précautions et entourait toutes ses actions d'un mystère qu'il croyait être impénétrable pour une jeune fille ignorante.

Il avait compté sans cette activité fébrile, ce besoin de mouvement, d'occupation, d'émotion, qui est le propre de la jeunesse, et que M. de Pardaillan ne pouvait satisfaire en plein état, lorsque le Paris élégant, le Paris mondain, le Paris aristocratique, le Paris des fêtes, des réceptions, des bals, est aux yeux, sur le bord de la mer, dans ses terres, en Allemagne, partout enfin, excepté à Paris. Il fallait occuper ces cinq grands mois pendant lesquels tous les salons sont clos, tous les hôtels fermés; et la chose n'était pas facile.

Lorsque M. de Pardaillan eut visité les magasins, les bijouteries, les modistes, les couturières à la mode; lorsqu'il eut des toilettes à ne savoir où les loger, lorsqu'il eut fait changer dans son appartement,

Il y aura demain cinq semaines que nul rapport de pétitions ne vous a été fait, bien que votre règlement demande que l'on donne aux pétitions un jour chaque semaine; et il faut ajouter que parmi les pétitions qui attendent, il y en a, comme celles dont il est ici question, d'un ordre et d'un intérêt plus élevé, qui ne permettent pas l'indifférence. (Très bien ! très bien ! sur quelques bancs à droite.)

Je n'ai pas à demander à M. le président de la République plus de précision dans les déclarations qu'il a cru devoir nous faire; je sais, dans la situation douloureuse où nous sommes, quels ménagements sont dus aux embarras secrets, et plus ou moins pénibles d'un gouvernement. Je sais surtout quel respect méritent les malheurs de la France. (Mouvement. — Très bien !)

Il ne peut me venir en pensée, et je me reprocherai, d'aggraver ses tristesses en lui faisant trop sentir son impuissance. (Sensation. — Très bien ! très bien !)

Devant les déclarations de M. le président de la République, et devant les dispositions que semble avoir montrées l'Assemblée, je n'insiste donc pas pour repousser un ajournement que je regrette plus profondément que personne, mais qui, j'en ai la confiance, laisse intacts le droit des pétitionnaires et les sentiments de ceux qui, ne pouvant porter secours à d'augustes infortunes, veulent au moins réclamer le droit de témoigner qu'ils y compatisent, et aussi intacts les intérêts et les droits imprescriptibles du saint-siège. (Applaudissements à droite.)

Je n'ai d'ailleurs aucune peine à mettre ici d'accord mes sentiments d'évêque et mes sentiments de Français, car depuis longtemps, messieurs — il y a plus de douze années, — j'ai cette conviction, et je l'ai dit assez haut pour le pouvoir redire, et les déclarations, quoique voilées de M. le président de la République, n'ont fait que la rendre plus profonde, j'ai cette conviction que la politique qui a été si fatale au pape a été en même temps fatale à la France. (Applaudissements à droite. — Rumeurs à gauche.)

Puisse Dieu nous donner de meilleurs jours, et, dans la fermeté, la sagesse et l'honnêteté d'une politique meilleure, nous permettre de défendre efficacement et de relever ce qui est convenu à la France des intérêts si chers et si sacrés ! (Très bien ! très bien ! — Nouveaux applaudissements à droite.)

M. le général du Temple paraît à la tribune.

Voix nombreuses. — La clôture ! la clôture !

M. LE GÉNÉRAL DU TEMPLE. — Je demande la parole contre la clôture. (Exclamations.)

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole contre la clôture.

M. LE GÉNÉRAL DU TEMPLE. — Je n'ai, messieurs, qu'une chose à vous dire : c'est pour vous prie de respecter en moi le droit que chacun de nous a de venir exprimer à la tribune ce qu'il croit nécessaire au salut du pays. Je demande la permission d'exprimer ma façon de penser. (La clôture ! la clôture !)

Alors vous ne me reconnaissez pas le droit de parler ?

Un membre. — Parlez contre la clôture !

Voix nombreuses. — La clôture ! la clôture !

M. LE PRÉSIDENT. — La clôture étant demandée, je la mets aux voix. (Réclamations sur quelques bancs.)

Je demanderai à ceux qui élèvent des réclamations s'ils croient que la clôture a été demandée... (Où il y a) et si, dès qu'un orateur a été entendu contre la clôture, il peut appartenir au président de ne pas la mettre aux voix. (Approbation.)

Je consulte l'Assemblée sur la clôture.

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

La clôture est adoptée. (Mouvement.)

année, qui n'ont de l'étudiant que le nom, la pipe et les longs cheveux, grands buveurs de bière et grands coureurs de bals, politiques de café, qu'on n'a jamais vus autour d'une table de dissection, mais qu'on est, en revanche, assuré de rencontrer partout où il y a à quelque mauvais coup à faire. Au congrès de Liège, ils étaient une quinzaine de brailleurs qui avaient la prétention de représenter les Ecoles et qui, devant Courbet, traînèrent le drapeau français dans la boue. Plus tard, nous les avons retrouvés au premier rang, toujours les mêmes, à toutes les manifestations. Deux des leurs, Raoul Rigault et Paschal Grousset furent membres de la Commune. Ce sont eux, c'est une infime minorité qui, hier encore, insultait M. Dolbeau.

Que notre confrère nous permette de le lui dire, l'autorité n'a pas à discuter avec ces perpétuels meneurs. Elle les empoigne.

ALBERT DURU.

#### REVUE DES JOURNAUX

Le *Courrier de France*, tout en condamnant les scènes regrettables dont l'école de médecine vient d'être le théâtre, insiste sur le caractère du grief reproché par les étudiants à M. Dolbeau, le professeur victime.

M. Dolbeau, dit-il, qui est en même temps chirurgien en chef de l'hôpital Beaujon, avait livré un soldat blessé qu'il avait été chargé de soigner et qu'on accusait d'avoir servi la Commune. Il y aurait là une atteinte regrettable à la dignité professionnelle.

Aussi ne comprenons-nous pas que M. Wurtz, doyen de la Faculté, ait cru pouvoir dire aux élèves mécontents : « Vous n'avez pas le droit de vous ériger en juges de la vie privée ou de la carrière médicale de M. Dolbeau. De la vie privée, non; de la carrière médicale, oui, mille fois oui, si M. Dolbeau a violé comme médecin un des grands principes médicaux, comme professeur, il recommande à ses élèves de suivre. Il est essentiel que les étudiants aient du respect pour leur maître; mais il faut pour cela que celui-ci n'ait jamais manqué publiquement aux devoirs les plus sacrés de sa profession. »

Jusqu'à quel point le professeur peut-il être responsable des actes de sa vie professionnelle comme médecin? Et surtout jusqu'à quel point les étudiants ont-ils le droit de s'ériger en tribunal pour juger de cette responsabilité? C'est une question qui ne nous paraît pas tout à fait aussi claire qu'au *Courrier de France*.

Ce journal admet sans hésiter la juridiction scolaire, en la soumettant toutefois à une procédure moins dangereuse et un peu plus circonspecte que ces explosions brutales de mépris et d'hostilité personnelle, qui rappellent trop les clubs socialistes et le mandat contractuel. Il croit que les élèves de M. Dolbeau ne dépassent pas leur droit en imposant au ministre de l'Instruction publique une enquête sur les faits qui lui sont imputés. C'est quelque chose; mais nous ne pouvons nous empêcher de remarquer combien le principe de la discipline et de la hiérarchie est en péril, si, à tort ou à raison, les étudiants de la Faculté peuvent ainsi se constituer en commission d'enquête, chargée de se prononcer sur les capitulations.

La *Presse* observe que même dans les entraînements parlementaires les plus violents, nos voisins les Anglais se distinguent de nous en ce qu'ils ne perdent jamais le respect des principes de libre discussion.

La fameuse séance où le républicain Dilke a demandé une enquête sur la liste civile fournit à la *Presse* ses exemples, et elle relève deux détails caractéristiques.

Le premier, dit-elle, c'est qu'il a suffi à la Chambre des communes de la motion d'un seul membre pour qu'elle se déclare en comité secret, épargne au public le spectacle contraire à sa respectabilité de ses discussions intestines, et, par le huis-clos strict, étende sur un incident réduit ainsi aux proportions d'une querelle de ménage, d'un désordre exclusivement domestique, le voile de la pudeur parlementaire. Ce huis-clos, prononcé par le président, n'est pas d'ailleurs une vaine menace ni une précaution stérile. Les tribunes sont d'ordres intermédiaires. Les journalistes, les sténographes, dont la présence aux débats n'est consacrée que par une tolérance que le temps ne saurait ériger en loi, sont éconduits, et le privilège diplomatique lui-même ne préserve pas de l'exclusion le représentant des Etats-Unis d'Amérique.

Seules, protégées par la fiction d'une barrière de glace, qui est censée les rendre invisibles, les dames restent assises à leur place réservée, grâce à un compromis des plus ingénieux entre les exigences de la galanterie et celles du règlement.

Quant à l'autre détail, non moins caractéristique, c'est que les défenseurs de la proposition Dilke, évidemment repoussée par le sentiment de la grande majorité, ont eu malgré tout la parole. Les partis contraires peuvent toujours se faire entendre, quelle que soit leur importance numérique.

L'un et l'autre, ajoute la *Presse*, peuvent donc épuiser jusqu'à l'abus la patience héroïque de leurs adversaires. Le combat ne finit que faute de combattants. Le droit de discussion est le droit de combat. Et il constate, par une leçon

de méditation, et perdit chaque jour de plus en plus de sa primitive innocence et de la chasteté de ses pensées.

Pendant ce temps-là, son père la gâtait. Pour reconnaître la docilité avec laquelle elle acceptait cette existence monotone, il lui apportait chaque matin des dentelles, des bijoux, des diamants; il faisait renouveler tous les vingt-quatre heures les fleurs rares qui garnissaient le salon et le boudoir de son appartement et l'endormait dans un luxe qui devenait pour elle une impérieuse condition de son existence, un besoin aussi exigeant, aussi implacable que celui du sommeil et de l'alimentation du corps. Il croyait sans doute, en agissant ainsi, racheter tous ses torts, réparer toutes ses fautes; et, ne connaissant de la femme que la coquetterie, le désir de briller, l'amour du clinquant et celui de la toilette, il se conduisait avec sa fille comme il l'eût fait avec une maîtresse dont il eût voulu récompenser les faveurs.

M. de Pardaillan en vint à croire que toutes ces choses faisaient partie intégrante de la vie d'une femme, et qu'en dehors de ce luxe, il n'y avait que misère et déception.

Mais toutes ces distractions s'usèrent; le roman même l'ennuya. Elle avait assez de ces théories qui ne lui apprenaient plus rien et que son imagination ébahissait bien plus habilement que le savoir-faire du romancier. Elle jeta le livre de côté et chercha autre chose. Quoi ?

Elle ne le savait pas, ou craignait peut-être de se l'avouer à elle-même.

Elle se rapprocha de miss Cumming, la gouvernante, espérant trouver dans la société de l'anglaise quelque distraction nouvelle. Miss Cumming n'offrait aucune ressource à une imagination aussi active que celle de M. de Pardaillan; elle ne savait que trois choses : l'anglais, la sienne et qu'elle les domestiques. Osithe de Pardaillan n'était pas

dont l'autorité est d'autant plus grande, que la liberté a été respectée jusqu'au bout, que MM. John Dilke et Anberon-Herbert sont seuls de leur avis.

#### Du Service intérieur dans la cavalerie

Le ministre de la guerre a décidé récemment que chaque régiment d'infanterie de l'armée de Versailles fournirait une quarantaine d'hommes dont l'aptitude physique aura été reconnue, pour compléter les effectifs des cuirassiers et des dragons considérablement réduits à la suite du départ de la classe 1865. La mesure était impérieusement commandée par la nécessité de donner au moins aux animaux les soins indispensables de chaque jour. Mais nous croyons devoir relever à ce sujet un des graves inconvénients qu'entraîne, pour les chevaux, la manière dont le service intérieur est exécuté dans tous les régiments de cavalerie. Le défaut est général, facile à constater, et nous ne croyons pas que les personnes compétentes puissent nous contredire.

Chacun sait que l'effectif en hommes, dans les escadrons, est de beaucoup supérieur à celui des animaux; la proportion est d'environ de 125 cavaliers pour 100 chevaux. Néanmoins, tout visiteur qui pénétrera dans un quartier, au passage du soir, vers trois heures, verra toujours chaque soldat ayant au moins deux ou trois chevaux à soigner, et quelquefois même quatre !

Ce fait, étrange en apparence, est cependant facile à expliquer.

Dans la cavalerie, chacun cherche à se soustraire, par tous les moyens, aux charges et aux travaux journaliers, en s'acrobatisant comme un désespéré à toutes ces positions irrégulières qui y foisonnent. Le service est très fatigant, c'est vrai, car les chevaux exigent bien des soins, nécessitent des corvées incessantes et pénibles; mais toutes ces raisons, qui peuvent dégoûter les hommes, n'empêchent pas, selon nous, cette insouciance, cette incurie des chefs de corps. On ne sait quelles pérégrinations, quelles attributions étrangères confier aux cavaliers et aux brigadiers pour les distraire du service actif de l'escadron. C'est à croire que les officiers de tous grades prêtent la main à un aussi regrettable abus. Le mauvais exemple entraîne tout le monde, et bien certainement le désir de tout cavalier qui a fini ses classes est d'occuper une de ces sinécures enviables, dans laquelle il attendra patiemment l'époque de sa libération définitive.

Si l'on veut bien observer en même temps que l'effectif total d'un régiment à six escadrons est, relativement à celui d'un corps d'infanterie, très limité, on comprendra l'impérieuse nécessité qu'il y aurait de s'en tenir à l'indispensable pour tout ce qui est de plantons permanents, secrétaires, etc., dont on use et dont on abuse sans discernement dans l'armée. Vraiment on ne peut se figurer un tel luxe d'inutilités, de non-valeurs. Il faut l'étudier de près pour s'en rendre compte.

On ne trouve jamais personne dans les quartiers à l'heure des passages et des distributions, pour la promenade et les abreuvoirs. Nous ne croyons pouvoir donner une meilleure preuve de ce que nous avançons qu'en présentant, pour un escadron, la situation journalière qui nous a été fournie, il y a quelque temps, par un capitaine commandant d'un des régiments de l'armée de Versailles. On sera très amplement édifié sur la vérité de nos critiques, après l'avoir examinée.

Voici la situation de l'escadron à la date du 15 octobre 1871 :

Totaux : 108 hommes et 85 chevaux.	
Absents par congé.....	10
A l'hôpital.....	3
A l'infirmerie régimentaire.....	2
A la prison du corps.....	2
Malades à la chambre.....	2
En jugement.....	1
En permission de quinze jours.....	1
Détachés au peloton hors rang.....	3
Planton permanent à la division.....	1
..... à la brigade.....	1
Secrétaire à l'état-major de la division.....	1
Secrétaire chef de la brigade.....	1
..... chez le trésorier.....	1
Détachés à l'infirmerie des chevaux.....	2
Ordonnance du vétérinaire.....	1
Ordonnance de l'adjudant.....	3
Ordonnance du lieutenant-colonel.....	1
De garde à la police.....	1
..... en ville.....	5
..... d'écurie.....	3
De chambre.....	3
Secrétaire de l'officier d'habillement.....	1
De planton chez l'adjudant.....	1
De cuisine.....	1
Tailleur et barbier de l'escadron.....	1
Ordonnances des officiers de l'escadron.....	7
Employé chez le maréchal des logis chef.....	1
<b>Total.....</b>	<b>63</b>

En retranchant des 45 hommes qui restent les 8 sous-officiers de l'escadron qui ne font pas de passage, le brigadier fourrier, le brigadier de semaine, le prévôt, etc., c'est à peine si l'on arrive à trouver trente cavaliers disponibles.

Et l'on peut dire cependant que le nombre

gourmande, elle ne dormait que six heures par nuit et dédaignait tout ce qui avait trait aux soins de l'intérieur; elle se retirait avec dégoût dans son appartement et n'eût d'anglaises relations avec la gouvernante anglaise que celles rigoureusement nécessaires.

Mais elle vécût davantage avec sa femme de chambre.

Cela était mauvais.

M. Rosette était une de ces soubrettes de comédie qui savent mener de front leurs intrigues personnelles et celles qu'on veut bien leur confier. Curieuse, rusée, hardie, effrontée, hypocrite, elle savait prendre tous les masques, soulever les confidences, aider aux démarches compromettantes et faire son profit de toutes choses.

C'était une vraie peste, et la plus dangereuse compagne qu'on pût donner à une jeune fille ignorante et accessible aux tentations du monde.

Rosette, pour laquelle le genre de vie que menait M. de Pardaillan n'était point un mystère, et qui lisait couramment dans les pensées de sa jeune maîtresse, s'ennuyait également de cette existence si inactive, qui rouillait ses facultés pour l'intrigue et était autant de jours perdus pour ses intimes satisfactions; elle sonda



choisi son moment, et il y a tout lieu de croire à une entente préalable entre le czar, les États-Unis et l'Allemagne. Voilà où la politique étroite et égoïste de M. Gladstone a conduit l'Angleterre : à l'Alabama d'un côté, Sébastopol de l'autre. Comment va-t-elle se tirer de là, maintenant que la France est réduite à l'impuissance ?

C'est décidément à partir de lundi prochain que *Vermersch-Journal* s'appellera *l'Union démocratique*. Je vous ai promis, dans ma précédente lettre, de vous dire pourquoi l'éditeur du *Père Duchêne* rebaptisait son enseignement.

*Vermersch-Journal* est la propriété d'une société coopérative composée de six personnes qui ont acheté un petit matériel d'imprimerie avec les économies communes. Les cinq associés de Vermersch sont des ouvriers typographes ou imprimeurs belges et hollandais. Chacun reçoit une livre sterling par semaine, et les bénéfices — quand il y en a — sont partagés à la fin du mois. Jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont pas été bien considérables. Ces ouvriers, qui sont absolument étrangers aux événements du 18 mars, et qui avant tout recherchent leurs intérêts, ont fini par s'apercevoir que le titre du journal effarouchait les abonnés et était un obstacle aux annonces. Ils en ont fait la remarque à Vermersch, qui, cédant à leurs justes observations, a consenti à prendre une autre enseigne.

Ce nouveau titre fera-t-il la prospérité du journal ? L'avenir nous l'apprendra. En attendant, on parle de l'apparition prochaine d'une nouvelle feuille communiste rédigée par Landeck et Vésinier. Jules Vallès, qui depuis qu'il est à Londres, se tient à l'écart de ses anciens collègues, parle aussi de fonder un journal démocratique. Il est entrain de chercher des actionnaires.

Le citoyen Combarz, ex-chef de la 6<sup>e</sup> légion, destitué dans le courant d'avril par le gouvernement de l'hôtel de ville, vient d'être réhabilité dimanche dernier en assemblée générale. Les membres du bureau ont déclaré qu'il avait bien mérité de la Commune.

La mort de Préau de Wedel a produit une vive impression parmi les réfugiés. Ils avaient espéré que les exécutions étaient finies, et que la commission des grâces commuerait la peine de l'assassin de Gustave Chaudey. Dans la prochaine assemblée générale on prononcera l'apologie de Préau de Wedel.

J'ai rencontré hier M<sup>me</sup> Félix Pyat. Elle est en grand deuil et affirme que son mari est mort. Cependant elle n'a que des présomptions, elle dit qu'il veut l'entendre qu'elle n'a pas eu de nouvelles de son mari depuis le 26 mai. La vérité est que Félix Pyat n'a donné signe de vie à personne. Ses anciens collègues sont convaincus qu'il aura été fusillé. Voici ce que l'on raconte :

Dès le mois d'avril, Félix Pyat s'était procuré deux passeports : l'un prussien, l'autre espagnol. Chacun de ces passeports était déposé avec une somme d'argent assez forte chez des amis sincères habitant à deux extrémités différentes de Paris. Ni ces passeports, ni l'argent n'ont été réclamés. Un sieur Catin, réfugié à Londres, l'un des deux dépositaires de Félix Pyat, vient de rendre l'argent et le passeport à M<sup>me</sup> Pyat.

Pour ma part, j'ai de bonnes raisons de croire que Félix Pyat n'est pas mort, et c'est avec certitude que je vous affirme sa présence à Bruxelles.

Le rendez-vous ordinaire des réfugiés est un petit restaurant situé dans un passage de Ruppert's court, près de Leicester square. Ce restaurant est tenu par une Française, M<sup>me</sup> Plantade, assez bonne femme, faisant volontiers crédit à ceux des réfugiés qui travaillent ou cherchent de l'ouvrage ; mais elle est impitoyable pour les fainéants. Un de ses hôtes les plus assidus est J.-B. Clément, envoyé le 26 mars à l'hôtel de ville par les électeurs de Montmartre. On compte à Londres une quarantaine au moins de membres de la Commune ou du comité central. Léo Meillet est à Glasgow ; mais il est suspect à ses anciens collègues, qui le traitent de modéré et de girondin. Les autres sont tous à Genève, à l'exception de Cluseret et de Protot, dont on ignore la résidence.

M. Raphaël Félix, directeur du théâtre Saint-James, fait jouer dans ce moment *Adrienne Lecouvreur* et *l'Arlésien*. M<sup>me</sup> Adèle Page et Ravel se partagent tout le succès.

Laissez-moi, en terminant, vous raconter une anecdote assez plaisante, dont les acteurs français sont les héros, et qui pourra donner à nos lecteurs une idée des mœurs anglaises.

Un dimanche de ce mois, acteurs et actrices se réunirent le soir dans un salon de l'hôtel du Louvre, situé dans Hay-Market. Ils avaient résolu de se réjouir et de danser pour fêter la mi-carême. Les voisins, scandalisés à l'idée que ces pauvres osaient violer le saint jour du dimanche, allèrent chercher la police. Trois fois, dans la nuit, le constable vint frapper à la porte, et sommer nos compatriotes d'interrompre leur fête. Ces derniers ne tinrent aucun compte de l'avis du magistrat et dansèrent jusqu'à l'aurore.

Le lendemain, procès-verbal et citation à comparaitre devant le magistrat. Le maître d'hôtel était le principal inculpé. Il a fallu que les pensionnaires de M. Raphaël Félix jurassent sur la Bible que l'hôte ne leur avait pas vendu de boissons, et qu'on n'avait pas admis d'étrangers. Ravel prêterait serment le premier, avec un sérieux qui rappelait ses plus beaux jours au Palais-Royal ; puis M<sup>me</sup> Page, puis les autres.

Grâce à ce parjure innocent, le maître d'hôtel en a été quitte pour cinquante livres d'amende ! Inutile d'ajouter que les artistes français se sont cotisés pour le payer.

## LES ACTES OFFICIELS

M. Balcarce, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération argentine, a remis, le 19 de ce mois, ses nouvelles lettres de créance au président de la République.

### LA LOI SUR L'INTERNATIONAL

L'Assemblée nationale a adopté, Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Toute association internationale, qui, sous quelque dénomination que ce soit, et notamment sous celle d'Association internationale des travailleurs, aura pour but de provoquer la suspension du travail, l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes, constituera, par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique.

Art. 2. — Tout Français qui, après la promulgation de la présente loi, s'affiliera ou fera affilié à l'Association internationale des travailleurs ou à toute autre association professant les mêmes doctrines et ayant le même but, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et

d'une amende de cinquante à mille francs. Il pourra, en outre, être privé de tous ses droits civiques, civils et de famille énumérés à l'art. 42 du code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

L'étranger qui s'affiliera en France ou fera affilié sera puni des peines édictées par la présente loi.

Art. 3. — La peine de l'emprisonnement pourra être élevée à cinq ans, et celle de l'amende à deux mille francs, à l'égard de tous, Français ou étrangers, qui auront accepté une fonction dans une de ces associations, ou qui auront sciemment concouru à son développement, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles, soit enfin en propagant ses doctrines, ses statuts ou ses circulaires.

Ils pourront en outre être renvoyés par les tribunaux correctionnels, à partir de l'expiration de la peine, sous la surveillance de la haute police, pour cinq ans au moins et dix ans au plus. Tout Français auquel aura été faite application du paragraphe précédent restera, pendant le même temps, soumis aux mesures de police applicables aux étrangers, conformément aux articles 7 et 8 de la loi du 3 décembre 1849.

Art. 4. — Seront punis d'un an à six mois de prison et d'une amende de 50 à 500 francs, ceux qui auront prêté ou loué sciemment un local pour une ou plusieurs réunions d'une partie ou section quelconque des associations susmentionnées, le tout sans préjudice des peines plus graves applicables, en conformité du code pénal, aux crimes et délits de toute nature dont auront pu se rendre coupables, soit comme auteurs principaux, soit comme complices, les prévenus dont il est fait mention dans la présente loi.

Art. 5. — L'article 463 du code pénal pourra être appliqué, quant aux peines de la prison et de l'amende prononcées par les articles qui précèdent.

Art. 6. — Les dispositions du code pénal et des lois antérieures auxquelles il n'a pas été dérogé par la présente loi continueront de recevoir leur exécution.

Art. 7. — La présente loi sera publiée et affichée dans toutes les communes.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 14 mars 1872.

Le président,  
Signé : JULES GRÉVY.

Les secrétaires,  
Signé : PAUL DE RÉMUSAT, FRANCISQUE RIVE, baron DE BARANTE, ALBERT DESJARDINS, MARQUIS COSTA DE BEAUREGARD.

Le président de la République,  
A. THIERS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
J. DUBAÏRE.

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

Le président de la République française, Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, sont nommés :

Président de chambre à la cour d'appel de Lyon, M. Rieussec, conseiller à la même cour.

Président du tribunal de première instance de Châteauroux (Indre), M. Dubois, vice-président du même siège.

Vice-président du tribunal de première instance de Châteauroux (Indre), M. Parmentier, juge d'instruction au même siège.

Juge au tribunal de première instance de Châteauroux (Indre), M. Patureau-Mirand, substitut du procureur de la République près le siège d'Issoudun.

Substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance d'Issoudun (Indre), M. Belleau.

Président du tribunal de première instance de Condom (Gers), M. Caussade, président du siège de Lectoure.

Président du tribunal de première instance de Lectoure (Gers), M. Lagarde, procureur de la République près le siège de Marmande.

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Marmande (Lot-et-Garonne), M. Vallier.

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Mirande (Gers), M. Puch.

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Prade (Pyrénées-Orientales), M. Thomassin.

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Montmorillon (Vienne), M. Viallet.

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Bernay (Eure), M. Lévy.

Président du tribunal de première instance de Barcelonnette (Basses-Alpes), M. Schœl.

Président du tribunal de première instance de Nantua (Ain), M. Cosson.

Juge au tribunal de première instance de Montbrison (Loire), M. Durand.

Juge au tribunal de première instance de Saint-Flour (Cantal), M. Chabauty.

Juge au tribunal de première instance de Ganant (Allier), M. Reynaud.

Juge au tribunal de première instance de Marmande (Lot-et-Garonne), M. Valade-Gabai.

Juge suppléant au tribunal de première instance d'Epinal (Vosges), M. Faye (Joseph-Victor).

Juge suppléant au tribunal de première instance de Marvejols (Lozère), M. Vors (Ernest-Pierre-Marie).

## NOS INFORMATIONS

### ARRESTATION

La police a opéré hier, dans un café du boulevard de la Chapelle, l'arrestation du sieur Philippe Roblot, forçat en rupture de bail et maître de la plus dangereuse espèce. Roblot, qu'on recherchait depuis longtemps, a été pris au moment où il portait à son domicile, rue de Ravignan, un paquet de linges et de couverts en roulez qu'il venait de voler. Roblot a été immédiatement conduit chez le commissaire de police du quartier, où son identité a été constatée.

### ARRESTATION D'ÉTUDIANTS

La police a opéré hier, à la porte de l'École de médecine, plusieurs arrestations d'étudiants en médecine qui passaient leurs cartons, à travers les grilles, à des étudiants en droit. On sait, en effet, que, pour être admis hier au cours de M. Dolbeau, les étudiants en médecine devaient être munis de leurs cartes. Les cartes en question ont été arrêtées au passage par les gardiens de la paix, et vont être transmises à M. le ministre de l'instruction publique, qui va prononcer des peines disciplinaires contre eux.

Nous avons reconnu, parmi les étudiants les plus turbulents, certain petit secrétaire de la réunion du club de la rue d'Arras, le jeune citoyen L\*\*\*, dont nous avons déjà eu occasion de parler, et qui, s'adressant à un groupe d'étudiants au milieu desquels il se trouvait, s'écriait :

Tout à l'heure, dans l'amphithéâtre, j'ai senti que j'avais en moi l'étoffe d'un Rochefort !

### L'ÉVASION DE SIMON MAYER

Nous recevons les renseignements suivants sur la façon dont s'est évadé le fameux Simon Mayer, colonel de la 5<sup>e</sup> légion, condamné à mort, et dont la peine capitale venait d'être commuée. Simon Mayer jouissait d'une force peu commune, force à laquelle il joignait une adresse qui, parmi ses camarades de prison, avait fini par devenir proverbiale. C'est ainsi que, durant sa captivité, il s'était amusé à sculpter diverses petites choses dont il a fait présent à son gardien avant de s'enfuir.

Profitant d'un moment où il lui était permis de se promener dans la cour du préau avec huit de ses camarades, Simon Mayer fit

sauter la serrure d'une porte grillée qui donnait sur le corridor des infirmiers, et, se dérobant derrière la colonnade des piliers, gagna le vestiaire où probablement personne ne se trouvait à ce moment. Il n'eut alors que le choix des vêtements. Quittant ses habits de prisonnier, il prit un paquet appartenant à un camarade et dans lequel se trouvaient les effets que ce dernier avait quittés pour endosser la veste grise, changea précipitamment de costume et, emportant un énorme maillot sur ses épaules, passa devant le poste sans que celui-ci, qui le prit pour un ouvrier, ne se doutât de quelque chose.

### LE MONT-DE-PIÉTÉ

Jamais, depuis plus de quatre ans, le chiffre des dégrèvements n'avait été aussi considérable au mont-de-piété en une seule quinzaine. Du 1<sup>er</sup> au 15 mars, nous disant hier un employé de l'administration, il s'est élevé à près de sept cent cinquante mille francs. Pendant la même période, le chiffre des dégrèvements s'est élevé à six cent cinquante mille francs, compte rond.

### LES CIGARES TRANSFORMÉS

Depuis l'augmentation du prix des cigares et du tabac à fumer, tous les anciens types ont été plus ou moins modifiés, au grand chagrin des fumeurs de toutes classes, mais surtout du petit consommateur, qui ne cesse d'adresser aux débiteurs des reproches et des réclamations qui reviennent de droit à la régie. En effet, c'est surtout en ce qui concerne les cigares à un sou que la transformation est regrettable ; le *bout tourné* notamment et après lui le *petit bordeloux* ont vu leur volume diminué d'un bon tiers.

La grève constatée chez les fumeurs de caporal semble vouloir s'étendre aux amateurs de petits cigares ; car, dans certains quartiers, les débiteurs accusent une diminution de 50/0 dans le chiffre des affaires.

Il y a assurément une nouvelle modification à apporter dans la manipulation de nos tabacs, qui devra concilier les besoins de l'État et l'intérêt des fumeurs.

### LES NOUVELLES CIGARETTES

Vers les premiers jours d'avril, l'administration des contributions indirectes livrera à la consommation des cigarettes d'un modèle nouveau, qui se vendront au public par paquets de vingt ; en ce moment on s'occupe de faire imprimer les bandes à vignettes qui entoureront les paquets.

Ces cigarettes ne différeront de celles qu'on débite aujourd'hui qu'en ce que la feuille de papier sera remplacée par une feuille de tabac. Ce seront presque des cigares. La vente au détail en sera spécialement réservée aux débiteurs de tabac.

### L'IMPÔT FONCIER ET LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

On sait qu'aux termes de l'article 88 de la loi du 31 mai 1871, les maisons, fabriques, usines nouvellement construites ne sont soumises à la contribution foncière que la troisième année après leur construction. Le terrain seul qu'il enlève à la culture continue d'être cotisé jusqu'alors, comme il l'était auparavant. Le conseil municipal de la Seine, justement ému de la situation qui est faite aujourd'hui aux propriétaires de terrains non bâtis, notamment pour le boulevard Haussmann, doit délibérer, dans une de ses prochaines séances, sur une proposition qui lui est présentée, tendant à exonérer pendant dix années de la contribution foncière les constructions nouvelles.

Le conseil espère amener de cette façon la reprise des travaux de bâtisse, qui, comme on le sait, sont aujourd'hui complètement arrêtés.

### LES PLANS EN RELIEF AU MUSÉE NAVAL

En mémoire de l'héroïque défense des forts et de l'enceinte de Paris pendant le siège prussien, on vient de donner au musée naval du Louvre une série de plans en relief représentant les forts et les divers points de l'enceinte de Paris. Les musées renferment, on le sait, une collection curieuse de navires, machines, gréements, instruments nautiques de toutes sortes, plans en relief de nos principaux forts de guerre. On y voit même une pyramide construite avec les débris du naufrage de la *Pérouse*.

### SUICIDES, ACCIDENTS, ETC.

Hier soir, rue Beauregard, le jeune Charles Cluzel, enfant âgé de huit ans, demeurant chez ses parents, même rue n° 31, a été écrasé par l'une des roues d'une voiture appartenant au sieur P... marchand de charbons, rue Lecourbe, 233. L'enfant respirait encore et a été transporté à la pharmacie de la rue d'Aboukir, où il a reçu les premiers soins.

Rue Chapon, n° 16, un incendie s'est déclaré hier soir, dans un logement du 3<sup>e</sup> étage, occupé par M. Mansuy, peintre émailleur. Les sapeurs-pompiers du poste des Artistes-Métiers, accourus sur le lieu du sinistre, se rendirent maîtres du feu après deux heures de travail.

Hier, rue de Bourgogne, la voiture dans laquelle se trouvait M<sup>me</sup> la comtesse de Maupou, demeurant rue Saint-Guilhem, 29, a été renversée par la voiture de remise n° 3065, qui venait au galop en sens opposé. Le cocher Gérard, précipité de son siège, a été roulé à quelques pas de là. Dans la chute il s'est fait une affreuse blessure à la tête et a eu le bras droit démis. Quant à M<sup>me</sup> la comtesse de Maupou, elle en fut quitte pour la peur et quelques contusions sans gravité.

Hier, à la hauteur de l'écluse de la Monnaie, le sieur Roux, éclusier, retirait de la Seine le cadavre d'une femme parvenue à l'âge de 25 à 30 ans. Le corps avait rejoint assez longtemps dans le fleuve pour que les traits fussent complètement décomposés. Les vêtements de la malheureuse traînaient une extrême misère ; sur elle, rien qui pût établir son identité. Après les constatations d'usage, M. Beulze, commissaire de police, fit transporter le cadavre à la Morgue.

Ce matin, à sept heures, la dame veuve Michaud, fruitière, domiciliée rue des Abesses, 3, a succombé au milieu du boulevard Cligny à une attaque d'apoplexie.

Hier soir, le sieur Julien Péron, maçon, est tombé du troisième étage, en travaillant au n° 19 de la rue de Valenciennes, on a dû lui faire sur-le-champ l'amputation de la cuisse droite.

On a repêché hier à la hauteur du pont Louis-Philippe, le cadavre d'un homme d'une quarantaine d'années, mis avec une certaine recherche. Le corps a été immédiatement transporté à la Morgue.

### LORD NORTHBROOK

Le nouveau vice-roi des Indes, lord Northbrook, repart demain pour l'Angleterre. Après

un séjour de quatre jours à Londres, il revient à Paris, d'où il partira pour Brindisi. Il s'embarquera, dans cette dernière ville, à bord de la frégate de la marine britannique *Northumberland*, qui le conduira à Calcutta.

C'est improprement que les journaux appellent lord Northbrook le vice-roi des Indes ; son vrai titre est *gouverneur général*. Le gouverneur général est chef du gouvernement civil et du gouvernement militaire. Ses appointements sont de cinq cent mille francs.

Lord Northbrook appartient à une des plus vieilles familles de la noblesse irlandaise ; il est âgé de quarante-cinq ans environ. Ce n'est pas à l'hôtel qu'il est descendu, mais à l'ambassade d'Angleterre.

La *Chronique européenne*, organe de Chislehurst, paraît aujourd'hui pour la première fois à Boulogne-sur-Mer. Deux fois par semaine, ce journal continuera à paraître à Londres, et deux autres fois à Boulogne.

L'empereur, qui est repris de douleurs rhumatismales très violentes depuis quelques jours, a toujours l'esprit très impressionné par le souvenir des dates et des villes ; il aurait voulu que la *Chronique européenne* opérât son débarquement ou plutôt sa réapparition, le 20 mars, à Boulogne-sur-Mer.

### L'Incendie de la rue Caumartin

Un violent incendie a éclaté hier au numéro 5 de la rue Caumartin, chez M. Lachèvre, fabricant et marchand de couleurs. C'est une tour de pétrole qui, brisée par mégarde, a causé le sinistre.

La terrible détonation qu'avait produite la tour de pétrole avait fait accourir aussitôt une foule considérable, mais déjà le feu avait causé de malheureux accidents.

M. Lachèvre avait les mains et la figure brûlées ; ses vêtements étaient en feu. On dut le rouler sur terre pour éteindre les flammes qui l'envahissaient.

Un monsieur portant la rosette d'officier de la Légion d'honneur, qui se rendait chez sa belle-sœur, habitant la maison, a été atteint par les flammes et reconduit chez lui après avoir reçu les premiers soins chez un pharmacien voisin.

En même temps on entendait des cris de terreur au premier étage, dont l'escalier était déjà carbonisé.

Les sapeurs-pompiers des postes de la rue de Luxembourg et de la rue Blanche arrivèrent au pas de course, amenant quatre pompes, et le sauvetage s'organisa.

D. J. M. le docteur G... avait jeté par la fenêtre sa valise et plusieurs objets ; lui-même s'était laissé glisser jusque dans la rue.

Mais les cris continuant toujours, les pompiers dressèrent des échelles et allèrent sauver une dame, M<sup>me</sup> la marquise de F..., déjà évanouie.

Une fois en lieu de sûreté, elle revint à elle et appela son enfant ; mais l'enfant était resté dans l'appartement plein de fumée, et les pompiers durent remonter par ce périlleux passage pour sauver également la pauvre petite fille.

L'incendie fut circonscrit dans le magasin, l'entresol et la cave, que l'on inonda de torrents d'eau.

Il y a eu plusieurs victimes : outre M. Lachèvre, grièvement atteint, un caporal, deux pompiers et deux dames ont été grièvement blessés et contusionnés.

Voici les noms des blessés : M. et M<sup>me</sup> Lachèvre, M<sup>me</sup> Bougly, Leclerc, Michel Louis, Morisset, et un inconnu.

## HOMMES ET CHoses

Cela m'aurait bien étonné si les registres des séances secrètes de la Commune ne s'étaient pas retrouvés. Le mélodrame n'eût pas été complet sans cette découverte.

Par exemple, ce sont les condamnés qui doivent s'applaudir qu'elle n'ait pas été faite plus tôt. Il est probable que les belles innocences que ces messieurs affichaient à l'audience se seraient un peu démenties en présence de ce livre accusateur.

Que de choses, que de révélations il doit y avoir dans ce monument de la perversité humaine ; car ce n'est jamais pour délibérer sur quelque chose de bon et d'aimable qu'on se cache de la publicité.

On a vu que c'est au domicile de l'un des plus proches parents de Gressier, chassée Clignancourt, qu'on a trouvé ce pot aux épines. Gressier, probablement, le jugeait trop précieux pour le détruire ; il s'était dit, sans doute, qu'il importait à l'histoire que la parole de chacun fût bien établie, et que les vanités ne pussent se targuer plus tard, d'atrocités auxquelles lui n'aurait point pris part.

Les greffes des conseils de guerre vont recevoir des copies de ce document et nous allons bientôt en connaître les détails ; le gouvernement, sous peine d'être accusé d'invincible ignorance, ne peut laisser cette exécrable lèpre souiller son boisseau.

Oh ! moi, je n'ai pas vu l'incendie des Tuileries et de l'hôtel de ville ! Je ne suis pour rien dans le déboulage de la Colonne ! — Ce sont des fous qui ont ordonné de fusiller les otages, on a mal compris les ordres, il n'y avait pas de délibération !

Et nos bons camarades étaient tranquilles sur leurs bancs, parce qu'ils savaient qu'on n'avait pu trouver le registre des séances secrètes, le miroir où se voyait, à nu, leurs belles âmes.

On ne peut revenir sur un jugement prononcé ; mais voyez un peu ce qui serait arrivé si le livre accusateur s'était retrouvé dans l'intervalle de l'appel en révision. Les malins ne s'étaient pas pourvus ; ils avaient trop peur du registre.

Après tout, c'est peut-être pour le mieux ; nous aurons fusillé Verdure, Régère et Groussot ; que nous n'en serions pas plus avancés.

Mais qui sait si ce registre est bien l'expression de la vérité ? Puisqu'ils falsifiaient les procès-verbaux des séances ordinaires, à plus forte raison ils devaient falsifier celui des séances honteuses du grand jour.

Nous allons voir cela.

Le 21 mars 1816, une ordonnance royale réorganisant l'Institut ; elle a marqué d'un souvenir ineffaçable le ministère de M. de Vaulban. Par l'article 2, Louis XVIII et son ministre faisaient un véritable coup d'État ; il renfermait une liste du personnel de l'Académie française, et l'on y voyait des noms nouveaux, imposés par le roi, tandis que ceux de certains membres n'étaient plus.

La première condition pour entrer à l'Académie était le suffrage des académiciens ; rien n'était plus révoltant que de voir la volonté d'un roi, contresignée par un ministre, jeter l'antique et respectable usage au panier.

Un journal rouge vient cependant d'approuver implicitement cette mesure, tout en la blâmant. C'est une naïveté échappée à un rédacteur que la passion politique égare.

Voici, après avoir cité inexactement les noms des exclus, comment ce journal s'exprime :

« La Restauration, poursuivant son œuvre de mesquine vengeance contre les hommes qui avaient joué un rôle sous la République et sous l'Empire, s'efforçait de les abaisser par tous les moyens et les traquait tour à tour. »

Et deux lignes plus bas il ajoute : « Si la République agissait ainsi aujourd'hui — comme elle le devrait faire — il n'y aurait pas assez d'anathèmes dans le vocabulaire national. »

Que ce « comme elle le devrait faire » est bien pensé ! comme c'est bien là le fond du cœur ! La Restauration a agi ainsi, c'est odieux ; mais ce n'est pas odieux au point de vue de la morale ; ce l'est parce que c'est un gouvernement monarchique qui a commis l'acte, tandis que si la République agissait ainsi, comme elle le devrait faire, ce serait bien différent.

Il faudrait cependant un peu de logique et de bonne foi ; mais il y a si longtemps qu'on le demande ! Il faut y renoncer. On ne s'entend pas dans le clan. Ceux qui se vantent d'être les seuls vrais républicains font cause commune avec les communistes pour traiter ceux qui se contentent d'être honnêtes d'imbécillités et de ramolis.

### Correspondance

Rossignol, horticulteur à Nice, vient d'adresser aux Grands Magasins du Printemps la dépêche suivante :

JULES JALUZOT

AU PRINTEMPS, Paris.

Temps manque. Expédierai pour lundi 26 40,000 bouquets Violette de Parme, 60,000 mardi. Dois-je continuer ?

ROSSIGNOL.

## ÉDILITÉ

Autour de l'hôtel de ville. — Nous avons visité hier les abords de l'hôtel de ville, qui ont été tant à souffrir des pétroleurs de la Commune. Les ouvriers, dissimulés sur tous les points incendiés, travaillent constamment à la réédification des bâtiments brûlés. Les maisons qui font le coin de la rue Saint-Martin et de la rue de Rivoli sont à moitié terminées. Le Théâtre-Lyrique, dont les réparations se sont si longtemps fait attendre, est en ce moment livré aux mains d'une soixantaine d'ouvriers. Les côtés qui donnent sur l'avenue Victoria et sur le quai sont complètement réparés jusqu'au deuxième étage. Dans quinze jours au plus on commencera les travaux de la toiture, qui précéderont de quelques semaines seulement ceux de l'intérieur.

Les travaux du bâtiment de l'Assistance publique, situé au n° 6 du qu



nant M. Andrieux par le bras, il le conduisit dehors.

L'accusation reproche à Timon d'avoir tenté de séquestrer dans une chambre les deux secrétaires du préfet. L'accusé reconnaît avoir tenté de conduire les deux secrétaires dans l'ancien appartement de M. Metz; mais c'était pour que les prisonniers fussent plus tranquilles. Il en a été empêché par les insurgés.

Timon a quitté l'hôtel de ville le même jour et n'y est pas revenu.

On reproche à l'accusé des achats de soie. Cette affaire remonte à 1868. Traduit pour ce fait en cour d'assises, Timon a été acquitté par le jury.

Après l'audition des témoins, et celle du réquisitoire et de la plaidoirie du défenseur, qui ont lieu dans la même audience, le conseil de guerre prononce un jugement qui acquitte Timon.

# TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE NEVERS

L'ÉVÊQUE DE NEVERS ET LE JOURNAL *Le Peuple* DIFFAMATION.

Le tribunal correctionnel de Nevers était saisi d'une plainte en diffamation formée par l'évêque de Nevers contre le journal *Le Peuple*, qui se publie à Moulins; cette plainte était motivée par un article publié dans le numéro du 10 mars.

Le procureur de la République a conclu dans le sens de la compétence du tribunal correctionnel, un évêque ne devant pas être considéré comme un fonctionnaire public.

Le tribunal a condamné par défaut M. Stenger, gérant du journal *Le Peuple*, à un mois de prison, 1,000 fr. d'amende, 2,000 fr. de dommages-intérêts, et à tous les dépens.

# ECHOS DE PARTOUT

M. le vicomte Louis de Maulmont épouse la fille de l'ancien président de la République d'Haïti.

C'est ce soir qu'a lieu à Tivoli-Vauxhall le bal des Israélites, donné à l'occasion du carnaval juif. L'orchestre sera dirigé par M. Carvaly. Le bal est masqué, paré et travesti.

De grands préparatifs sont faits à l'ambassade d'Angleterre pour recevoir la reine Victoria, qui passera demain par Paris, se rendant à Bade. La reine ne séjournera que vingt-quatre heures dans la capitale et repartira le lendemain matin. Son séjour en Allemagne sera de trois semaines environ. Elle ne repassera pas par Paris et prendra la voie de Belgique.

Un grand nombre de vieux soldats de l'empire, médaillés de Sainte-Hélène, se sont réunis

avant-hier, 20 mars, dans les salons de Catelain, au Palais-Royal, pour célébrer dans leur banquet annuel et commémoratif le retour de l'île d'Elbe et la rentrée à Paris de l'empereur Napoléon en 1815.

Ce banquet a été présidé par M. Delmontet, qui, on le sait, a succédé au maréchal Magnan dans la présidence de la société de secours mutuels des médaillés de Sainte-Hélène.

M. Delmontet a prononcé un discours que les vieux militaires ont salué de bravos frénétiques; car il était uniquement composé de paroles de l'empereur habilement groupées par leur président.

Les toasts suivants ont été portés :  
« A la gloire impérissable du grand Napoléon ! »  
« Au souvenir des braves morts pour la patrie ! »  
« A la résurrection de la colonne renversée en face de l'ennemi et pour lui par un peintre maudit ! »

« A l'armée, dépositaire de l'honneur français ! »

M. Coussol, directeur des prisons de Seine-et-Oise, est assez gravement malade, en ce moment, des suites de douloureuses émotions que lui ont fait éprouver les exécutions de huit de ses pensionnaires.

On annonce comme très prochaine la vente de la galerie de tableaux du duc de Persigny. Dans cette collection figurent un grand nombre de tableaux de maîtres anciens.

On peut pousser le patriotisme ! On voit en ce moment, à la vitrine d'un libraire du quai Malaquais, cette annonce qui nous a laissé rêver :

A VENDRE  
*Les deux Faust, par Goethe, de STRASBOURG.*  
*Les Brigands, par Schiller, de MULHOUSE.*

Pauvre Alsace ! jusqu'aux libraires qui l'exploitent à leur profit.

Une altesse singulièrement embarrassée, c'est le prince Scanderberg, roi d'Épire, Albanie et autres lieux. Le prince avait intenté un procès en calomnie au *Figaro* et au *Gaulois*, et l'affaire venait hier devant le tribunal correctionnel de la Seine. Mais, sur la demande de l'avocat des journaux incriminés, le président a remis l'affaire à quinzaine, et décidé que le prince devait, conformément à l'article 16 du Code civil, fournir une caution. Fournir une caution, c'est là le hic. Le pauvre prince se creuse vainement la tête depuis hier au soir, n'ayant ni répondant ni argent.

Ce matin samedi, on est allé à la Madeleine les obsèques du comte de la Rue, général de division. M. de la Rue était âgé de soixante-cinq ans. Il était grand-croix de la Légion d'honneur, et avait été sénateur sous l'empire.

L'île des Singes est en pleine révolte contre son souverain, M. Boulet, directeur de la Gaîté, et menace de se mettre en grève si celui-ci exécute la menace qu'il vient de faire à ses sujets : l'admission de celle d'une importante réduction d'appointements. Il y a deux partis parmi les meneurs : l'un propose d'abandonner complètement le théâtre ; l'autre, d'y rester, mais de se promener mélancoliquement sur la scène au lieu de faire des exercices. C'est ce parti qui l'emportera probablement si M. Boulet ne cède pas. Il n'y aurait donc rien d'impossible à ce qu'un beau soir de la semaine prochaine, le tableau des Singes fût brusquement coupé, et le voyage du prince Fridolin abrégé d'une demi-heure.

# LES THEATRES

Dialogue de régent :  
DUMANET. — Piron, je viens de lire subitement dans les journaux, que le prince impérial lui assignait sa majorité... Quoi ! c'est-à-dire que c'est que la majorité ?  
PIROU. — Il y a trois sortes de majors... Le sergent-major, l'adjudant-major et le gros major !

DUMANET. — Alors, le prince impérial est un de ces trois là ?  
PIROU. — Evidemment !  
DON SPAVENTO

# LES THEATRES

Ce soir samedi, au Théâtre-Italien, reprise de *Don Pasquale* pour la rentrée de M<sup>me</sup> Volpini.

Ce soir également, au théâtre Cluny, premières représentations de *Vers les Saules*, idylle en un acte, et de *Pommes mûres et Femmes vertes*, comédie en un acte.

C'est mardi prochain qu'aura lieu au théâtre lyrique de l'Athénée la première représentation de *Sylvana*, l'opéra de Weber. La répétition générale de cet ouvrage a eu lieu hier de la façon la plus satisfaisante. On compte sur un succès.

Les Bouffes-Parisiens ont repris depuis quelques jours une charmante opérette de M. Legouin, *I Ours et l'Amateur des jardins*. Chaque soir la spirituelle musique de ce jeune compositeur est vivement applaudie.

On assure, disent quelques journaux, que M. Halanzier a fait à M. Faure les offres les plus séduisantes pour s'attacher cet artiste pendant l'hiver prochain.

Ces offres ont abouti à la signature d'un engagement très avantageux, et pour le directeur de l'Opéra, et pour l'excellent artiste, qui ne nous sera pas enlevé.

Voici le programme du concert populaire qui sera donné demain dimanche au Cirque d'hiver :

Symphonie en la majeure..... Mendelssohn.  
Allegro vivace..... Andante.....  
Scherzo..... Schumann.  
Air du ballet de *Prométhée*..... Beethoven.  
Le solo de violoncelle par M.  
Vanderghucht.....  
Scènes d'*Alceste* avec chœur..... Gluck.  
Par M<sup>me</sup> Viardot.....  
Polonaise de *Stravinsky*..... Meyerbeer.  
Mazurka..... F. Schubert.  
Par M<sup>me</sup> Viardot.....  
Ouverture du *Carnaval romain*..... Berlioz.  
L'orchestre sera dirigé par M. J. Pasdeloup.

Un grand concert spirituel sera donné au théâtre du Châtelet, le Vendredi-Saint, à huit heures du soir. On entendra M<sup>lle</sup> Berthe Thibault et M. Caron, de l'Opéra.  
M. Th. Ritter exécutera sur le piano l'*Andante* et le *Scherzo* du 1<sup>er</sup> Concerto symphonique, composé par Henri Litolff, *Gavotte* et *Musette* de Sébastien Bach, et *Presto* de Mendelssohn.

La reprise de *Barbe Bleue* sera donnée aux Variétés du 5 au 10 avril.

Voici la distribution de la *Tombée d'argent*, en répétition aux Bouffes :

Raah..... MM. Désiré.  
Pruth..... Montrouge.  
Barnabé..... Tacova.  
William..... Guyot.  
Muller..... MM. Peschard.  
Mollet..... Judic.  
Pichet..... Debreux.  
Caban..... Guérin.  
Rola..... Boni.  
Agatha..... Cinti.

M<sup>me</sup> Judic, engagée à la représentation, touchera 150 francs par soirée.

Hier, on a exécuté à Valentino une grande fantaisie avec chœurs sur *Roland à Roncevaux*.

Sous la direction d'Arban, l'orchestre et la société chorale des Enfants de Lutèce ont enlevé le fameux *finale* qui fit tant d'effet lors de la première représentation de l'opéra de M. Mermet. Les applaudissements unanimes ont acclamé cette fantaisie ont dû retentir agréablement aux oreilles de l'auteur de *Roland*, que nous avons aperçu perdu dans la foule.

La question du droit des pauvres, soulevée par M. Ranc, au conseil municipal, a été renvoyée à la commission.

Nous espérons que la commission ne partagera pas l'avis du teinturier Loiseau-Pinson, qui trouve que « c'est un droit légitime ». Comme l'a fort bien dit M. Chevalier, c'est un droit qui va faire fermer les théâtres des quartiers excentriques, s'il est maintenu. Jemius.

# INDUSTRIE ET COMMERCE

Achetez DIAMANTS Argentier et Bijoux très cher.  
BRUNSWICK, bijoutier, 30, passage Colbert.

VICTORIA landau, calèche, wagnonnette, coupé, à vendre. Faub. Poissonnière, 30.

BIÈRE FANTA

DÉPOT 20, rue de la Terrasse.  
Entrez à Marseille, chez M. Allemand.

Comptant 10 0/0 d'escompte  
45 c. la Bouteille, 60 c. le Litre.

VINS COMPAGNIE DES CAVES GÉNÉRALES  
111, r. de Bercy; 93, boul. Voltaire; 26, rue de Grammont; 7, r. Médicis; 38, r. de Rambuteau.

MAISON GILLET, RESTAURATEUR  
PORT-MAILLON, — BOIS DE BOULOGNE.

Les petits et grands salons pour noces nouvelles restaurés et richement décorés; appartements meublés, — 27, AVENUE DE NEUILLY.

LOCATIONS

ENGHEN-LES-BAINS

A LOUER de suite, le Restaurant des Bains et le kiosque (cette nouvelle sur le lac). Le restaurant est muni du matériel de cuisine et du mobilier nécessaire à l'exploitation. S'adresser à l'établissement des Bains.

PETIT HOTEL à louer, rue Charles-Lafitte, vestibule, salon, salle à manger, cuisine, grand et petit office, cour, 5 chambres à coucher avec cabinets et toilettes, salle de bains complètes, 8 chambres de domestiques, caves et grenier, eau, gaz, calorifère, 3,000 fr. par an. S'ad. 21, boulevard Mail lot, à Neuilly.

AVIS DIVERS

UN INDUSTRIEL

Possédant 200,000 fr. demande un commode avec 2 à 300,000 fr. un produit d'alimentation. Bx avantages. Agence de l'Industrie, r. Vivienne, 17.

DANS UNE BONNE FAMILLE

On offre la table et le logement à une dame ou à un monsieur. Prix modéré. — S'adresser à M. DURAND, rue Bausset, n° 14, Vaugirard.

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

CIGARETTES-ESPIC contre l'ASTHME

OPPRESSIONS BRONCHITES. 7. Les pharm. 3. fr. la boîte.  
ASTHME tuberculeux, 3. fr. la boîte.

# CESSATIONS DE PAYEMENTS

Dame veuve VEDIE (Marie-Rose-Julienne-Alexandre, veuve de Oudine Vedie), ladite dame marchande de chaux et ciment à Paris (Montmartre), rue des Cloys, 2, le 28 courant, à 2 heures précises.

DARDESPINNE (Alexandre-Philippe), fabricant de chaux à Paris, quai Jemmapes, 46, le 28 courant, à 1 heure précise.

LECOUR (Louis Joseph), épicer à Paris, rue de Turbigo, 38, le 28 courant, à 1 heure précise.

# TROIS QUARTIERS

21 et 23, boulevard de la Madeleine, et 24 et 26, rue Duphot.

Lundi 1<sup>er</sup> Avril

OUVERTURE

DE

L'EXPOSITION

GÉNÉRALE

DES

NOUVEAUTÉS DE PRINTEMPS

Envoi d'Echantillons

ET DE

CATALOGUES SUR DEMANDES

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

BANQUE DE CREDIT ET D'EMISSION (ANONYME)

Capital : 5,000,000 francs  
Siège social : 57, rue Taubout, à Paris

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ :

Participation aux emprunts publics et d'émisions. Prêts et avances sur titres. (Mêmes numéros réservés.)

Paiement de tous coupons. Placement permanent de fonds en valeurs, etc. Achat et vente de toutes valeurs en Banque.

Opérations de Bourse au comptant et à terme (courtage officiel).

Le Président du Conseil d'administration, N. LÉFÈVRE-DURVILLE, G. O. ancien ministre du commerce.

Les DENTS, 1, v. pr. 3<sup>e</sup> Opérations et pièces dentaires insensibles. D<sup>r</sup> MARCUS et HERMAN DANLERS, membres du corps médical, rue Meyerbeer, 4.

ULMER <sup>res</sup>, tailleurs, par suite de l'Annexion, ont transféré leur établissement de Strasbourg à Paris, 71, r. Nve-St-Augustin, pr. du boulevard.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

PHARMACIE NORMALE, r. Drouot, 15, PARIS

Visitez la Photographie de la Presse artistique, rue Montmartre, 123. J. BÉROT, peintre.

Les belles reproductions, portraits et portraits-cartes, sont accueillis avec succès par le public. — Prix modérés.

# BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 23 mars 1872.

Céréales

Le marché reste sans changement. Les affaires sont, par continuation, nulles. La hausse de Londres et de la Belgique n'a influencé en aucune façon les cours, qui restent tels qu'ils étaient hier en clôture.

Farines de consommation

Vente limitée.  
Choix et marque D, 69 <sup>»</sup> à <sup>»</sup>. — Bonnes marques, 67 <sup>»</sup> à 68 <sup>»</sup>. — Sortes courantes et ordinaires, 65 <sup>»</sup> à 66 <sup>»</sup>.

Farines de commerce

On est faible sur la farine de commerce.

Farines huit marques

Dispon., 68 <sup>»</sup>. — Cour. du mois, 68 <sup>»</sup>. — Prochain, 68 25 — h d'éché, 69 50.

Farines supérieures

Dispon., 67 <sup>»</sup>. — Cour. du mois, 67 <sup>»</sup>. — Prochain, 67 25 — h d'éché, 68 25.

Huiles

L'huile de colza reste faible. Le livrable est demandé.  
Disp., 103 75. — Cour. du mois, 103 75. — Prochain, 103 75. — Mai et juin, 100 50. — Juillet et août, 96 <sup>»</sup>. — h derniers, 95 50.

Huiles de lin

L'huile de lin est plus ferme, mais ne donne lieu qu'à un nombre très restreint d'affaires.  
Disp., 97 <sup>»</sup>. — Courant du mois, 97 <sup>»</sup>. — Prochain, 97 <sup>»</sup>. — h d'éché, 98 <sup>»</sup>.

Trois-ais

Meilleure tenue sur le rapproché.  
Disponible et cour., 62 <sup>»</sup>. — Prochain, 62 <sup>»</sup>. — h d'éché, 65 <sup>»</sup>.

Sucre

Tendance toujours faible.

COTE COMMERCIALE

88<sup>e</sup> saccharimétriques, 67 <sup>»</sup> à 68 <sup>»</sup>. — Livrables, 68 <sup>»</sup> à 69 <sup>»</sup>. — Blanc n° 3, 77 25 à 77 50. — Raffinés, suivant mérites, 150 <sup>»</sup> à 155 <sup>»</sup>.

L'Administrateur co-Gérant,

LOUIS GAL.

PARIS. — IMP. SERRE ET O<sup>e</sup>, RUE MONTMARTRE, 123

# SONNAIRE

du dernier numéro de la Semaine financière :

La situation. — Dénouement du traité de commerce. — Ville de Paris, les 210 millions avancés à l'Etat. — Les Bilans des Banques de France et d'Angleterre. — La Bourse de Paris. — L'Emprunt péruvien. — Recettes des Chemins de fer. — Chemins d'Orléans et de Lyon : fixation du dividende. — Chemin de fer Guillaume-Luxemburg. — Annuaire Lombard. — La Société Générale : assemblée générale. — Correspondances : Londres, Francfort, Vienne, Rome. — Société Générale : paiement du dividende. — Canal de Suez (Rapport). — Assemblée Générale de Paris, Thermes d'Enghien. — Etablissements Duval. — Gaz central, Lebon et C<sup>o</sup> (Rapport). — Tirages : Suez, Crédit foncier de France. — Bilan de la Banque de Madrid. — Annonces. — Cours des valeurs industrielles, actions et obligations.

BUREAUX : 13, RUE LAFAYETTE  
Paris..... 1 an, 10 fr.; 6 mois, 6 fr.  
Départements..... 1 an, 12 fr.; 6 mois, 7 fr.

# VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ÉTUDE de M<sup>e</sup> Gustave FROC, avoué à Paris, rue de la Michodière, n° 4.

VENTE sur licitation, pardevant M<sup>e</sup> Rullier, notaire à Basse-Terre (île de la Guadeloupe), le 3 mai 1872, heure de midi.

En deux lots :

1<sup>o</sup> D'UN TERRAIN

avec CONSTRUCTIONS, sis à Basse-Terre, rue du Cours, n° 13.

Mise à prix..... 1,500 fr.

2<sup>o</sup> D'UNE MAISON

située à Basse-Terre, rue du Sable, 31.

Mise à prix..... 1,500 fr.

S'adresser pour les renseignements :

1<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> G. FROC, avoué poursuivant;

2<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Fovard, notaire à Paris, boulevard Haussmann, 54.

3<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Rullier, notaire à Basse-Terre, rue de la Savane, 9.

ÉTUDE de M<sup>e</sup> LESAGE, avoué à Paris, rue Saint-Anne, n° 23.

VENTE au palais de justice, à Paris, le mercredi 10 avril 1872, à deux heures.

D'UNE MAISON

située à Paris-Batignolles, rue Saint-Jean, 10, près l'avenue de Clichy.

Contenance superficielle, 388 mètres environ. Revenu brut annuel, environ 10,200 fr.

Mise à prix..... 150,000 fr.

S'adresser pour les renseignements :

A M<sup>e</sup> Lesage et Hardy, avoués à Paris.

ÉTUDE de M<sup>e</sup> ROUSSEAU, avoué à Paris, rue de la Paix, n° 10, successeur de M<sup>e</sup> Paul Dauphin.

ADJUDICATION au palais de justice, à Paris, le samedi 6 avril 1872.

D'UNE MAISON

Tourneilles (20<sup>e</sup> arrondissement).

Mise à prix..... 40,000 fr.

S'adresser pour les renseignements :

1<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Rousseau, avoué, rue de la Paix, 10;

2<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Carvès, avoué, rue de l'Écluse, 30;

3<sup>o</sup> A M<sup>e</sup> Huet, avoué, rue de la Paix, 4.

# PROGRAMME DES SPECTACLES

DU 23 MARS 1872

THEATRE-FRANÇAIS. — 7 h 1/2

LES OUVRIERS

dir. 1<sup>er</sup>, Eugène Manuel

Morin..... Maubant

Marcel..... Coquelin

Jeanne..... Nohain

Hélène..... Reichenberg

LE GENDRE DE M. POIRIER

c. 4<sup>e</sup>, A. Augier, J. Sandeau

Poirier..... Göt

Gaston de Presle..... Bressant

De Montevray..... Fèvre

Chevasseur..... Chéry

Verdelet..... Barré

Vatel..... Tison

Antoinette..... M<sup>me</sup> Favart

L'AUTRE MOTIF

c. 1<sup>er</sup>, Ed. Pailleron.

Georges..... M<sup>me</sup> Favart

Claire..... P. Poin

Emma..... A. Piessy

ODÉON. — 7 h 3/4

RUZ-BLAS